

Extension du CSMR Les Lauriers
2bis, Avenue de la Résistance, 33 310 Lormont

MAITRISE
D'OUVRAGE

UGECAM AQUITAINE
100 Rue de la Tour de Gassies
CS 10003
33 523 Bruges



MAITRISE
D'OEUVRE

Atelier gotham
297 Av de la République
33 200 Bordeaux
06 71 07 47 80

atelier
gotham

Cahier des Clauses Techniques Particulières
LOT 00 PREAMBULE

REFERENCE

00

			PHASE	FORMAT	DATE
			DCE	A4	02-12-2024
Indice	Date	Sommaire des modifications			
A					
B					
C					

00 PREAMBULE

1 OBJET	3
2 DOCUMENT DE BASE	3
3 DISPOSITIONS GENERALES	4
4 TROUS SCELLEMENTS MENUS OUVRAGES	4
5 ESSAIS	5
6 VERIFICATION DES COTES	5
7 QUALIFICATIONS ASSURANCE	5
8 SIGNALISATION DE CHANTIER	5
9 ACCES DU CHANTIER	5
10 GESTION DU CHANTIER	5
10.1 Echafaudages	6
10.2 Compte prorata	6
10.3 Frais particuliers	6
10.4 Adduction électrique - Motrice chantier	6
10.5 Adduction d'eau	6
10.6 Téléphone	7
10.7 Evacuation à l'égout	7
10.8 Protection des ouvrages existants	7
11 NETTOYAGE	7
12 BUREAU D'ETUDES LOTS TECHNIQUES	7
13 SUJETIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	7
14 REPERAGE DE CERTAINS OUVRAGES ENTERRES	7
15 HYGIENE & SECURITE	8

1 OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) a pour objet l'extension du CSMR Les lauriers à Lormont.

2 DOCUMENT DE BASE

Tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction **en vigueur à la date de passation des Marchés** et rappelés ci-après:

1°- Textes législatifs

- La Constitution
- Les Lois
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- Le Code de l'urbanisme
- Le Code Civil
- Le Code du travail

2°- Textes réglementaires

- Les Décrets
- Les Arrêtés Ministériels
- Les Arrêtés Interministériels
- Les Arrêtés Préfectoraux
- Les Arrêtés Municipaux
- Les Circulaires, les règlements d'urbanismes locaux
- Le Règlement Sanitaire Départemental

3°- Règles Techniques

- Normes françaises AFNOR
- Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- Les règles et recommandations des fabricants
- Les règles ou recommandations professionnelles
- Les règles acoustiques
- Les règles thermiques

Acceptés par la Commission Technique des Polices Individuelles de base en tenant compte des restrictions apportées à cette dernière

- Les Cahiers des Charges de mise en œuvre (pour les matériaux traditionnels)
- Les Avis Techniques (pour les matériaux non traditionnels)

Tous les travaux devront, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux ou fournitures, leurs caractéristiques normalisées ou non, et leur mise en œuvre que pour ce qui concerne la disposition de chacun des éléments du projet, répondre en tous points aux spécifications:

- Du Cahier des Clauses et Conditions Générales (C.C.C.G.)
- Du CCTP
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiments faisant l'objet de marchés privés (norme NF P03-001 de décembre 2000)
- Du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Les entreprises devront s'assurer que leurs ouvrages sont bien conformes aux prescriptions de ces textes et éventuellement proposer au Maître d'œuvre, toutes sujétions permettant de s'y conformer.

Tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la Commission Technique de la Section Construction.

Tous les ouvrages devront impérativement être conforme aux exigences techniques de l'étude thermique.

Le CCTP se bornant à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance ne saurait justifier l'inobservation des prescriptions des documents cités ci-dessus.

En particulier, tout ouvrage non décrit ou incomplètement décrit nécessaire au respect de l'ensemble des précédents documents sera réalisé sans que l'entreprise puisse réclamer de plus-value.

Il appartiendra aux entrepreneurs de signaler toute anomalie ou contradiction, mais en tout état de cause, cela ne les dispensera pas d'une exécution conforme aux dites prescriptions et ceci, dans le cadre de leurs prix forfaitaires.

3 DISPOSITIONS GENERALES

Le présent CCTP et les plans qui l'accompagnent ont pour but de faire connaître le programme général et le mode de bâtir des travaux projetés.

Il est expressément convenu que les entrepreneurs se sont rendu compte exactement des travaux à exécuter, des sujétions y afférentes et qu'ils ont pris auprès de l'architecte Maître d'œuvre, tous les renseignements nécessaires et qu'ils doivent au surplus suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou au CCTP.

Les entreprises doivent prendre connaissance des textes et documents cités en référence qui font partie intégrante du présent CCTP, lesquels ne sont pas limitatifs et comprennent implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage tel qu'il est défini et conçu suivant les plans, façades, coupes et détails.

En conséquence, il ne pourra y avoir de plus-value pour tous travaux résultant:

- D'omissions aux plans, coupes, élévations, détails, dessins divers, CCTP, rapport BBIO.
- Des prescriptions, normes, décrets, arrêtés, lois
- règlements de police et autres règlements d'administration locale
- D'un manque de coordination entre les entreprises
- Des frais de compte prorata, de chantier, etc...

4 TROUS SCELLEMENTS MENUS OUVRAGES

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE est tenu de réserver les trous ou réservations nécessaires aux entreprises de second œuvre, à la condition que celles-ci remettent un plan précis et détaillé de l'emplacement à réserver, avant le début du chantier avec double au Maître d'œuvre, l'ensemble étant daté. Toutefois, les entrepreneurs de second œuvre seront responsables de l'implantation exacte de leurs ouvrages et il leur appartient, durant tout le chantier, de vérifier au fur et à mesure, l'implantation exacte des réservations remises à l'entrepreneur du lot gros-œuvre.

- Toute entreprise qui réalise un percement ou qui génère un vide particulier se doit de reboucher avec un matériau de même densité .
- Les scellements en plâtre ou ciment, nécessaires à la bonne tenue des ouvrages tels que conduits d'électricité, canalisations, menuiseries etc... Ainsi que les bouchages seront exécutés par chacun des entrepreneurs compétents (ex: un raccord de carrelage autour des tubes de chauffage sera exécuté par le carreleur, l'enduit de surface après bouchage des saignées sera exécuté par le plâtrier).
- Dans le cas où les entrepreneurs de second œuvre n'auraient pas communiqué à l'entreprise du gros œuvre, les réservations nécessaires, il appartiendra à cette entreprise d'effectuer tous les percements, scellements et raccords et dans le cas où ces travaux seraient mal exécutés, le Maître d'œuvre ou son représentant, pourrait les faire exécuter par une entreprise spécialisée, aux frais de l'entreprise défaillante. Le montant de ces travaux sera déduit des acomptes en cours, ou du mémoire définitif de l'entreprise défaillante.

5 ESSAIS

Chaque corps d'état aura à sa charge les essais effectués sur les matériaux et fournitures. Ces essais seront réalisés par un laboratoire spécialisé.

Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire exécuter tous les essais qui lui paraîtront nécessaires pour le bon contrôle du travail exécuté.

Seront notamment prévus les essais et vérifications de fonctionnement des installations à effectuer par les entreprises qui seront exécutées selon les spécifications COPREC, ces contrôles et vérifications sont décrits au document COPREC n°1 et rappelés au CCTP à chaque lot.

Ils seront conduits suivant les prescriptions du document COPREC n°2 ces contrôles et essais seront effectués par les entreprises à leurs frais.

Les entreprises ont la possibilité si elles le désirent de faire réaliser des essais par un organisme de leur choix.

6 VERIFICATION DES COTES

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

En cas de contradiction entre les plans et le CCTP, le Maître d'œuvre arbitrera sans appel. Toute fois ne peut être considéré comme une contradiction, le fait qu'un ouvrage figurant aux plans ne soit pas explicitement décrit ou qu'un ouvrage décrit ne figure pas aux plans (plans et CCTP forment un tout).

7 QUALIFICATIONS ASSURANCE

Les photocopies des cartes de qualification délivrées par les organismes qualifiés seront remises avant commencement des travaux.

Les entrepreneurs sont tenus de contracter ou d'avoir une assurance couvrant les risques professionnels, la garantie décennale et la responsabilité civile.

8 SIGNALISATION DE CHANTIER

Les entrepreneurs assureront sous leur entière responsabilité, la signalisation, l'éclairage et la protection du chantier sans préjudice des prescriptions légales plus étendues qui pourraient leur être imposé au cours des travaux.

9 ACCES DU CHANTIER

Pendant la durée de ses travaux, les entreprises devront prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir, ni détériorer la voie publique, la clôture et l'accès chantier utilisées et prendre toutes les dispositions nécessaires avec les services de Police pour ne pas perturber la circulation publique.

Il est rappelé que les entreprises présentes sur le chantier seront entièrement responsables des accidents causés par la négligence de ces prescriptions. De plus, en cas d'observation restée sans effet, le Maître d'Ouvrage pourra faire procéder d'office et aux frais de ces entreprises, à tous nettoyage et réfections indispensables à la sécurité des tiers.

10 GESTION DU CHANTIER

Il est mis en place une démarche de chantier propre. Les objectifs sont les suivants :

- Minimiser les risques et les nuisances touchant les riverains
- Limiter les risques pour la santé des personnels

- Éviter les pollutions de proximité liées au chantier
- Contrôler les natures, quantités et traçabilités des déchets de chantier

10.1 Echafaudages

Tous les travaux décrits au présent descriptif comprennent implicitement la valeur des échafaudages, garantis et agréés de toutes natures nécessaires à leur parfaite exécution (à charge et sous la responsabilité des Entrepreneurs, matériel en propre à l'entreprise)

10.2 Compte prorata

Les dépenses communes de consommations (eau, électricité, téléphone, compteurs, gardiennage selon convention avec SPS, etc.), d'entretien et d'investissement des installations de chantier seront à la charge du lot Gros oeuvre.

En revanche :

- dans le cas de surconsommation,
- et dans le cas où le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'œuvre estimerait que l'entretien et l'investissement des installations du chantier seraient non satisfaisants, ces derniers se réservent le droit de faire procéder à un nettoyage par une entreprise qu'ils auront choisi,

le coût financier de ces dépenses supplémentaires sera réparti au prorata des entreprises présentes.

Chaque entrepreneur devra, à ses frais, assurer l'évacuation de ses gravats et la protection de ses ouvrages et restera personnellement responsable de tous dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit jusqu'à l'achèvement complet des travaux et conformément à la norme P03001.

10.3 Frais particuliers

Les entreprises devront inclure dans leurs prix unitaires l'ensemble des frais ci-après:

- Frais d'études techniques les concernant
- Frais d'implantations les concernant

10.4 Adduction électrique - Motrice chantier

L'entreprise d'ELECTRICITE aura à sa charge l'installation de la desserte en électricité du chantier et ce jusqu'aux armoires de distribution et en fonction des besoins des entreprises de tous les corps d'état après consignage des réseaux existant. L'attestation de conformité par un bureau de contrôle agréé sera également due dans cette prestation.

NOTA : L'exploitation du bâtiment en site occupé doit être assurée sans perturbation.

10.5 Adduction d'eau

Le lot PLOMBERIE doit durant toute la durée du chantier l'installation et l'entretien du robinet d'eau potable et du WC de chantier.

NOTA : L'exploitation du bâtiment en site occupé doit être assurée sans perturbation.

10.6 Téléphone

Toutes les entreprises s'assureront qu'au moins une personne de leur société travaillant sur le site est munie d'un téléphone portable

10.7 Evacuation à l'égout

L'entrepreneur de GROS ŒUVRE devra veiller lors de la livraison des bétons de centrales extérieures au chantier, à ce qu'il ne soit pas possible de rejeter les eaux chargées sur le réseau d'assainissement public.

Tous les ouvrages, réfections totales ou partielles de canalisations engorgées par les eaux chargées ou produits ayant déposés, seront exécutés aux frais des entreprises responsables. Traitement des eaux chargées: fosse de décantation avec massif infiltrant.

10.8 Protection des ouvrages existants

L'entrepreneur du GROS ŒUVRE, prendra toutes les mesures nécessaires à la protection des ouvrages existants.

11 NETTOYAGE

Nettoyage des bâtiments : après chaque intervention , les entrepreneurs devront enlever les gravats et déchets de matériaux . Si le maître d'œuvre constate un manquement aux règles de nettoyage, il fera exécuter sans délai ce travail par une entreprise de son choix aux frais du défaillant.

12 BUREAU D'ETUDES LOTS TECHNIQUES

Les entreprises auront à leur charge les bureaux d'études techniques qui leur sont nécessaires et les honoraires afférents seront inclus dans leurs offres globales. Notamment pour le Lot Gros œuvre.

13 SUJETIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les ouvrages faisant l'objet de l'intervention de l'entreprise comprennent toutes les sujétions d'exécution qui leur sont inhérentes ou qui découlent de l'état des lieux, de la nature du sol, de la contexture du projet, de la proximité des divers réseaux, des simultanéités ou échelonnements des réalisations, des règlements de voirie et de police, des conditions du marché et de toutes les réglementations en vigueur.

Il appartient, en particulier, à l'entrepreneur de procéder dans le cadre de ses obligations contractuelles, à tous blindages de fouilles, étalements, épuisements drainages, installations de signalisation et mesures de protection de toutes natures qui peuvent être nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, à la sécurité des travailleurs et des tiers, à la sauvegarde des biens et au bon déroulement des opérations.

L'entrepreneur veillera à ne pas dégrader les ouvrages précédemment construits par d'autres corps d'état et sera responsable des dégradations éventuellement commises, dans les conditions fixées.

14 REPERAGE DE CERTAINS OUVRAGES ENTERRES

Tout entrepreneur appelé à poser des fourreaux pour passage ultérieur de câbles ou de canalisations sous chaussée ou bâtiment sera tenu:

- De tenir à jour un plan, de renseigner les autres corps d'état sur la position précise de chaque fourreau par rapport à un repère fixe du site.

- De repérer l'emplacement du fourreau par borne en plâtre à piquet coloré ou par trait de peinture colorée apposé sur la bordure de trottoir et d'entretenir ce repérage autant que nécessaire. La gamme des colorations conventionnelles est la suivante: bleu pour l'eau, jaune pour le gaz, rouge pour l'électricité, vert pour le téléphone.

15 HYGIENE & SECURITE

Les entrepreneurs devront prendre toute mesure d'ordre et de sécurité propres à prévenir les accidents.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre, se réserve le droit, en cas d'urgence, de prendre d'office les mesures nécessaires sans que cela puisse dégager la responsabilité des entreprises.

Il sera nécessaire de prendre sur le chantier toutes mesures pour assurer la sécurité des travailleurs.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur l'application du paragraphe 4 de l'article 471 du code pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les transports en camion.